

Les animateurs du mouvement homosexuel national ont-ils aidé au développement du mouvement homosexuel marseillais au cours des années 2000 ?

Le décès de Stéphane Corbin (1) me donne l'occasion de revenir sur l'histoire homosexuelle des années 1997-2012 à Marseille, une période longue, trop longue où Marseille a connu torpeur et stagnation.

Il n'est pas question de contester les qualités de Stéphane Corbin son énergie et sa volonté de bien faire, mais il a été malgré lui dans la situation inconfortable de paralyser l'évolution marseillaise.

Marseille a connu de grandes heures, avec son GLH (1978-1987) et ses universités d'été de 1979 à 1987 puis de 1999 au milieu des années 2000.

L'association AIDES dans son domaine a pris le flambeau admirablement au milieu des années 1980.

Un redémarrage du mouvement homosexuel et lesbien s'est effectué de façon dynamique dans la première moitié des années 1990 (avec les lesbiennes du CEL et le collectif gay et lesbien Marseille Provence). Les premières Gay Prides de 1994 et 1995 ont été l'apothéose de ce travail collectif associatif naissant.

Puis nous sommes entrés en glaciation. Non pas que les initiatives associatives se sont arrêtées, au contraire, les associations se sont multipliées et chacune d'entre elle a fait preuve de créativité. Mais la coordination associative s'est largement effondrée.

Que s'est-il passé ? Il y a eu des facteurs internes et des facteurs externes

Sur le plan local, il y a eu un coup de force, une équipe étrangère au mouvement associatif s'est constituée et a été capable de « confisquer » travail du mouvement associatif. Devant le succès de ces premières Gay Prides, le milieu commercial gay et des individualités (influencée par Bernard Tapie et David Girard) décidées à trancher avec le « vieux » milieu militant avec des options politiques libérales, ont pris en main la Gay Pride.

Le contexte politique a joué un rôle majeur pour permettre cette évolution, Jean-Claude Gaudin devient maire de Marseille en 1995. Ce n'est pas une chance particulière pour les homosexuels c'est plutôt l'heure du placard, mais c'est une chance pour ceux qui ont les bons réseaux. Jamais la municipalité ne montrera quelque attention aux homosexuels (pas de subvention votée pour eux, le maire devrait affronter des allusions désagréables), la lutte contre le sida (Aides et La Maison, ouverte alors pour les malades du sida) recueille seule l'attention.

En revanche, en sous-main le milieu homosexuel suscite toute l'attention du maire. Il choisit ses interlocuteurs. Et tient l'écart ceux qui peuvent porter atteinte à son image (d'aucun disent qu'il ne veut pas risquer d'être « outé »). Les membres de la nouvelle équipe de la Gay Pride sont ses amis pour certains, choisissent où est leur intérêt pour les autres. Ils recevront les aides techniques et matérielles qu'ils demandent.

Du côté des associations ce contexte développe les divisions, alimentés par la paranoïa de se faire manger par tout ce qui est « la droite » ou les commerciaux. Chacune travaille dans son coin, les moments de coordination sont rares.

Dans ce contexte, des **facteurs externes** ont compté mais pas toujours dans le bon sens.

Une Interpride a été créée permettant aux Gay pride de France de se retrouver et de se coordonner. Marseille y avait sa place tout naturellement. C'était pour le mouvement associatif local un espoir de trouver dans ce réseau des partenaires qui comprendraient la situation et le malaise qu'elle avait provoqué. Mais très vite cet espoir a disparu. En 1997, l'Interpride selon le principe de la non-ingérence n'a voulu voir qu'un seul interlocuteur, le bureau de la Lesbian & Gay Pride Marseille.

Les échos venant d'opposants, de « minoritaires » n'étaient pas audibles. A partir de là toutes les années de présidence tenue par la même équipe, soit les années 1997-2010, les échos venant d'autres coins la réalité marseillaise étaient tenus pour négligeables.

Il aurait évidemment suffi qu'un changement de majorité renverse l'équipe associative en place. Mais entre ceux qui se désintéressaient de la Gay Pride, préférant se consacrer à leur activité propre, ceux qui refusaient d'engager le fer et les dispositions prises par la Lesbian and Gay Pride pour sélectionner ses adhérents, les choses ne pouvaient pas bouger.

Il y a eu des coups de boutoir. Les lesbiennes du CEL qui se sont imposées lors d'une Pride pour se mettre en tête ont été repoussées violemment, une autre fois une pétition signée par 120 personnes pour demander des comptes aux organisateurs a été négligée, pire l'un des initiateurs de cette pétition a été expulsé avec violence de la fête organisée le soir de la marche, deux années de suite une banderole a fédéré les opposants et s'est insérée dans la marche de la Pride se tenant à 100 m de distance, etc.

Peut-être que tout cela n'a pas été entendu par les partenaires de l'Interpride, mais le principe de Ponce Pilate a prévalu, avec aucun effort pour auditionner les opposants. Elle se tenait à son principe du chacun pour soi.

Une anecdote illustre ce principe lorsqu'en 2003, le délégué du MDH invite Pierre Seel à Marseille à l'occasion de la cérémonie de la Déportation, le président de la Lesbian & Gay Pride prend l'initiative de créer une association concurrente. L'Interpride préfère ne pas se mêler de ce qu'elle considère comme un conflit local...

Le principe retenu par les organisateurs de la Lesbian & Gay Pride était : nous nous occupons de la marche et de sa soirée, pour le reste proposez ce que vous voulez on vous inscrira sur le programme. Rien n'était débattu de façon démocratique, aucune réunion inter-associative, ni le mot d'ordre, ni l'ordre de la marche, ni le principe de relations avec les commerces et la place des associations par rapport aux commerces.

L'équipe d'animation de la Pride était prétendument représentative avec 4 ou 5 associations (l'une d'entre elles représentée par une femme qui avait créé sa propre association, deux sont non communautaires, un syndicat et un mouvement politique, le président représentant 2 associations à lui seul). Dans un tel contexte la Lesbian & Gay Pride qui partout ailleurs était un catalyseur fédératif, n'était qu'une association parmi d'autres, créant une activité, un jour dans l'année. Elle se prétendait largement représentative avec sa capacité de rassembler 2 000 personnes ou plus à cette occasion.

Stéphane Corbin en sa qualité représentant de l'Interpride et grâce à ses compétences personnelles (qualité oratoire, militant chevronné) a plusieurs fois « sauvé la mise » des animateurs de la Pride de Marseille, en tenant remarquablement le micro sur le char de tête. Au fur et à mesure des années, le nombre d'associations n'a fait que s'accroître, mais la petite citadelle Gay Pride demeurait, imperturbable.

En 2010 enfin il y a eu un double mouvement interne et externe, ils se sont alimentés l'un l'autre. Un front s'est organisé à l'extérieur impulsé par le propriétaire d'un commerce, attentif au mouvement militant. Et une fronde intérieure s'est manifestée. La Lesbian & Gay Pride a vacillé, une deuxième marche très réduite s'est organisée un autre jour. Et l'année suivante, la Lesbian & Pride s'est effondrée, deux marches ont eu lieu.

En 2012 l'Interpride change radicalement son fusil d'épaule.

L'Europride se profile pour 2013, ce n'est plus seulement l'image de Marseille qui est en jeu mais celui de l'Interpride. L'EPOA (Organisation européenne des Pride) a attribué le label Europride à la Lesbian & Gay Pride, mais celle-ci est moribonde.

Une nouvelle association ; TousEgo, qui a le vent en poupe a organisé la marche de 2011 et prépare avec l'assentiment de toutes les associations (sauf les lesbiennes du CEL) la marche de 2012. En parallèle une équipe fantoche, peu connue et sans expérience, a pris possession de l'association Lesbian & Gay Pride qui se prévaut du label européen obtenu.

La situation est difficile, même si a priori TousEgo est bien placé pour organiser la marche de 2012 et pourrait laisser la place à la Lesbian & Gay Pride ressuscitée pour L'Europride en 2013. *Mais ce serait trop simple.*

L'Interpride tranche et pèse de tout son poids, il faut que cette très jeune équipe de la Lesbian & Gay Pride ressuscitée, bien peu représentative - organise la marche en 2012 afin de faire ses preuves, sans tenir le moindre compte de la marche qui est en cours de préparation sous la houlette de TousEgo.

Pour l'Interpride en décembre 2011, Stéphane Corbin accompagne les représentants de l'EPOA pour exhorter les associations marseillaises - pour une fois rassemblées et écoutées - à travailler en commun pour l'Europride, et plus encore pour qu'elles acceptent de briser l'élan inter-associatif en cours sous la houlette de TousEgo qui répare la marche de la Pride de 2012, et laisse séance tenante à la nouvelle Lesbian & Gay Pride dès cette année 2012 !!

En 2012 dès lors deux marches de la Pride sont organisées, le même jour et pour l'essentiel sur le même parcours, à la demande de la police. Les associations marseillaises sont mises devant le fait accompli, et divisées.

Les deux marches sont d'égal importance.

Bel exemple de ces divisions le MJS, mouvement des jeunes socialistes, soutient la marche de TousEgo, tandis que HES, homosexualités et socialisme soutient la nouvelle Lesbian and Gay Pride, selon une décision de l'Interpride dont HES est partie prenante...

Les représentants des collectivités territoriales invitées ne savent plus où donner la tête (M. Caselli, président de la Métropole, ère comme un malheureux, ne sachant où se mettre...).

Ce qui est plus grave et restera dans les annales, c'est l'intervention de militants lyonnais qui s'allongent au sol devant les roues du char de tête de Tousego pour empêcher d'avancer.

Comme si l'Interpride avait choisi qui devait organiser la pride et se donnait ensuite le droit d'en contrôler l'application de ses directives...

Ainsi l'Interpride a amplifié considérablement les problèmes sur la place de Marseille. Et ceci un an avant l'Europride.

Est-il besoin de revenir sur les conditions dans lesquelles l'Europride s'est préparée et déroulée ?

Partagée entre une Eurolesbopride, un Forum euroméditerranéen organisé par le collectif IDEM et des évènements organisés par les animateurs officiels de l'Europride, le bon et le moins bon, la crise a été à son maximum.

Par chance c'est dans ce contexte qu'a pu se préparer la relève en particulier avec le Collectif IDEM qui sera en capacité de préparer l'avenir et d'organiser la reconstruction.

La coordination nationale des Prides et des marches de Fiertés a un rôle essentiel, mais elle n'a pas toujours eu à Marseille, la main heureuse.

- (1) Stéphane Corbin décédé le 27 octobre 2025, longtemps président de l'association Quazar, Centre LGBT+ de Angers-Maine et Loire, et porte-parole de la Fédération LGBTI Interpride France